MINISTERE DE L'INTERIEUR ET MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 1570 [C − 2001/00506]

31 MAI 2001. — Loi modifiant la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police et la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^er^. — *Disposition générale*

Article 1^er^. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police*

Art. 2. L'article 4, 3° et 4°, de la loi du 13 mai 1999 portant le statut disciplinaire des membres du personnel des services de police, est abrogé.

Art. 3. L'article 5, 1° à 3°, de la même loi, est remplacé par le texte suivant :

« 1° la retenue de traitement;

2° la suspension par mesure disciplinaire de maximum trois mois;

3° la rétrogradation dans l'échelle de traitement; ».

Art. 4. L'article 11, alinéa 3, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Cette sanction disciplinaire peut être exécutée au moyen de prestations supplémentaires non rémunérées, proposées au membre du personnel et acceptées par lui; une retenue de deux pour cent du traitement visé à l'alinéa 1^er^ correspondant à trois heures de prestations. »

Art. 5. A l'article 12 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^er^ est remplacé par la disposition suivante :

« La suspension par mesure disciplinaire place l'intéressé en position de non-activité. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « pour les quinze premiers jours de suspension et de quarante pour cent à partir du seizième jour » sont abrogés.

Art. 6. L'article 14 de la même loi est abrogé.

Art. 7. L'article 18 de la même loi est complété par l'alinéa suivant :

« Le droit d'évocation visé à l'alinéa 1^er^, dûment motivé par l'autorité disciplinaire supérieure, ne peut s'exercer que pour autant que :

1° l'autorité disciplinaire ordinaire est manifestement dans l'impossibilité matérielle de prononcer une décision dans un délai raisonnable;

2° il s'avère manifestement que, par leur nature et leur gravité, les faits constitutifs de l'affaire sont susceptibles de constituer une transgression disciplinaire pouvant donner lieu à une sanction disciplinaire lourde. »

Art. 8. A l'article 24 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^er^, les mots « de rétrogradation dans le grade, » sont supprimés;

2° dans l'alinéa trois, les mots « à l'autorité concernée » sont insérés entre les mots « la proposition de sanction » et « et avant que le conseil de discipline »;

3° un alinéa quatre est inséré, rédigé comme suit :

« Les avis mentionnés aux alinéas 1^er^ et 2 doivent également être joints à la proposition de sanction lourde de l'autorité disciplinaire supérieure. »

Art. 9. L'article 25 de la même loi est remplacé comme suit :

« Tout membre du personnel est tenu de collaborer loyalement aux enquêtes disciplinaires dont il ne fait pas ou ne pourrait pas faire lui-même l'objet.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 1570 [C − 2001/00506]

31 MEI 2001. — Wet tot wijziging van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten en van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten*

Art. 2. Artikel 4, 3° en 4°, van de wet van 13 mei 1999 houdende het tuchtstatuut van de personeelsleden van de politiediensten, wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 5, 1° tot 3°, van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :

« 1° de inhouding van wedde;

2° de schorsing bij tuchtmaatregel van ten hoogste drie maanden;

3° de terugzetting in weddeschaal; ».

Art. 4. Artikel 11, derde lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Deze tuchtstraf kan uitgevoerd worden aan de hand van bijkomende onbezoldigde prestaties die aan het personeelslid worden voorgesteld en door hem aanvaard; een inhouding van twee percent van de wedde zoals bedoeld in het eerste lid, stemt overeen met drie uur prestaties. »

Art. 5. In artikel 12 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De schorsing bij tuchtmaatregel plaatst betrokkene in de stand van non-activiteit. »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « gedurende de eerste vijftien dagen van de schorsing en van veertig percent vanaf de zestiende dag » opgeheven.

Art. 6. Artikel 14 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 18 van dezelfde wet wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

« Het evocatierecht bedoeld in het eerste lid, met redenen omkleed door de hogere tuchtoverheid, mag slechts worden uitgeoefend voor zover :

1° de gewone tuchtoverheid zich kennelijk in de materiële onmogelijkheid bevindt om een beslissing uit te spreken binnen een redelijke termijn;

2° duidelijk blijkt dat, door hun aard en hun ernst, de constitutieve elementen van de zaak een tuchtvergrijp kunnen inhouden dat aanleiding kan geven tot een zware tuchtstraf. »

Art. 8. In artikel 24 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « terugzetting in graad, » opgeheven;

2° in het derde lid worden de woorden « aan de betrokken overheid » ingevoegd tussen de woorden « het voorstel tot straf » en « wordt toegestuurd »;

3° een vierde lid wordt ingevoegd, luidende :

« De in het eerste en tweede lid bedoelde adviezen moeten eveneens aan het voorstel van zware tuchtstraf van de hogere tuchtoverheid toegevoegd worden. »

Art. 9. Artikel 25 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Elk personeelslid is ertoe gehouden loyaal mee te werken aan de tuchtonderzoeken waarvan hij het voorwerp niet uitmaakt of waarvan hij het voorwerp niet uitmaakt of niet kan uitmaken.

En vue de la constatation des éventuelles transgressions disciplinaires, le membre du personnel fournit sa collaboration aux actes d'enquête disciplinaire dont il ne fait pas ou ne pourrait pas faire lui-même l'objet, répond précisément aux questions qui lui sont posées et remet à la demande de l'autorité les pièces ou effets utiles à l'établissement de la vérité, même s'ils se trouvent dans l'armoire ou le bureau dont il dispose sur le lieu de travail.

Tout membre du personnel en service qui présente des signes manifestes d'intoxication alcoolique se soumet, le cas échéant, à un test d'haleine. Le Roi fixe les modalités de l'exécution du test d'haleine. »

Art. 10. A l'article 29 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

« A chaque phase de la procédure, le membre du personnel concerné peut, au choix, se faire assister ou représenter à la fois par un avocat, un membre du personnel et un membre d'une organisation syndicale agréée, désignés ci-après par le terme « défenseur ». »

2° l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1er et 2 :

« Aucune sanction ne peut être prononcée sans que l'intéressé n'ait été préalablement informé de son droit d'être entendu oralement. L'intéressé et les témoins sont entendus par l'autorité disciplinaire compétente ou par l'autorité désignée par elle. »

Art. 11. L'article 33, alinéa 2, 3°, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le droit pour l'intéressé de se faire représenter ou assister conformément à l'article 29; ».

Art. 12. Dans l'article 35, seconde phrase, de la même loi, le mot « écrit » est inséré après par le mot « mémoire ».

Art. 13. A l'article 36 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé comme suit :

« L'autorité disciplinaire ordinaire entend en tout temps, d'initiative ou sur demande du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les dépositions de témoins utiles qu'elle estime nécessaires eu égard à leur lien avec le dossier. »;

2° à l'alinéa 2 les mots « déterminé par l'autorité disciplinaire qui ne peut être inférieur à » sont insérés entre les mots « dispose d'un délai » et « de cinq jours ouvrables ».

Art. 14. A l'article 37 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « Sans préjudice de l'alinéa 2, la décision peut » sont remplacés par les mots « La décision peut »;

2° l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 15. Dans l'article 38, alinéa 5, de la même loi, les mots « elle saisit le conseil de discipline par l'envoi du rapport introductif et du dossier et recueille en même temps l'avis des autorités visées à l'article 24 » sont remplacés par les mots « elle entame une procédure disciplinaire. ».

Art. 16. Un article 38*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 38*bis*. L'autorité disciplinaire supérieure qui estime que les faits sont susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire lourde porte le rapport introductif à la connaissance de l'intéressé, soit par remise dudit rapport contre accusé de réception, soit par envoi recommandé à La Poste.

Le rapport introductif mentionne :

1° l'ensemble des faits mis à charge;

2° le fait qu'un dossier disciplinaire est constitué, qu'une sanction disciplinaire lourde est envisagée et quelle sanction l'autorité disciplinaire envisage;

Met het oog op het vaststellen van eventuele tuchtvergrijpen verleent het personeelslid zijn medewerking aan de tuchtrechtelijke onderzoeksdaden waarvan hij het voorwerp niet uitmaakt of niet kan uitmaken, antwoordt hij, behalve indien hij zelf wordt aangeklaagd of kan worden aangeklaagd, nauwgezet op de gestelde vragen en overhandigt hij op vraag van de overheid de stukken of voorwerpen die nuttig zijn om de waarheid aan het licht te brengen, zelfs indien ze zich bevinden in de kast of het bureau waarover hij beschikt op de werkplaats.

Elk personeelslid belast met dienst, die duidelijk tekenen van alcoholintoxicatie vertoont, onderwerpt zich, in voorkomend geval, aan een ademtest. De Koning bepaalt de nadere regels van de uitvoering van de ademtest. »

Art. 10. In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid, wordt vervangen als volgt :

« In elke stand van de procedure mag het betrokken personeelslid zich naar keuze laten bijstaan of vertegenwoordigen tegelijk door een advocaat, een personeelslid en een lid van een erkende vakorganisatie, hierna aangeduid met de term « verdediger ». »

2° het volgende lid wordt tussen het eerste en het tweede lid ingevoegd :

« Geen enkele straf mag worden uitgesproken zonder dat betrokkene ingelicht werd over zijn recht om mondeling gehoord te worden. De betrokkene en de getuigen worden door de bevoegde tuchtoverheid of door de door hem aangewezen overheid gehoord. »

Art. 11. Artikel 33, tweede lid, 3°, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« 3° het recht van de betrokkene om zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan overeenkomstig artikel 29; ».

Art. 12. In artikel 35, tweede zin, van dezelfde wet wordt het woord « schriftelijk » ingevoegd tussen het woord « geen » en het woord « verweer ».

Art. 13. In artikel 36 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De gewone tuchtoverheid hoort steeds, op eigen initiatief of op verzoek van het betrokken personeelslid of van zijn verdediger, de nuttige getuigenverklaringen die ze nodig acht, gelet op hun band met het dossier. »;

2° in het tweede lid worden tussen de woorden « over een termijn » en « van vijf werkdagen » de woorden « bepaald door de tuchtoverheid en die niet korter mag zijn dan » ingevoegd.

Art. 14. In artikel 37 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Onverminderd het tweede lid, kan de uitspraak » vervangen door de woorden « De uitspraak kan »;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel 38, vijfde lid, van dezelfde wet, worden de woorden « maakt zij de zaak aanhangig bij de tuchtraad door de toezending van het inleidend verslag en het dossier en wint zij terzelfder tijd de adviezen in van de overheden bedoeld in artikel 24 » vervangen door de woorden « zet zij een tuchtprocedure in ».

Art. 16. In dezelfde wet wordt een artikel 38*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 38*bis*. De hogere tuchtoverheid die oordeelt dat de feiten kunnen leiden tot een zware tuchtstraf brengt het inleidend verslag ter kennis van betrokkene, hetzij door de overhandiging van bedoeld verslag tegen een ontvangstbewijs, hetzij door een ter Post aangetekend schrijven.

Het inleidend verslag vermeldt :

1° alle ten laste gelegde feiten;

2° het feit dat een tuchtdossier wordt samengesteld, dat een zware tuchtstraf wordt overwogen en welke straf de tuchtoverheid overweegt;

3° le droit pour l'intéressé de se faire représenter ou assister conformément à l'article 29;

4° l'endroit où et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté;

5° le droit pour l'intéressé de demander l'audition de témoins ou de déposer des pièces;

6° qu'un mémoire peut être déposé. »

Art. 17. Un article 38*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 38*ter*. A sa demande le membre du personnel reçoit une copie gratuite du dossier disciplinaire ou des pièces complémentaires versées dans le dossier. »

Art. 18. Un article 38*quater*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 38*quater*. Le membre du personnel concerné ou son défenseur dépose son mémoire dans les trente jours à compter du jour qui suit celui de la réception du rapport introductif. Passé ce délai, le membre du personnel est censé ne pas vouloir déposer de mémoire écrit. »

Art. 19. Un article 38*quinquies*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 38*quinquies*. L'autorité disciplinaire supérieure entend en tout temps, d'initiative ou sur demande du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les dépositions de témoins utiles qu'elle estime nécessaires eu égard à leur lien avec le dossier.

Les dépositions de témoins recueillies après consultation du dossier disciplinaire par le membre du personnel concerné lui sont communiquées. Il dispose d'un délai déterminé par l'autorité disciplinaire qui ne peut être inférieur à cinq jours ouvrables à compter de la réception de ces dépositions, pour déposer, s'il échet, un mémoire complémentaire. »

Art. 20. Un article 38*sexies*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 38*sexies*. Sur la base du dossier complet et du mémoire, l'autorité disciplinaire supérieure communique sa décision par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, au membre du personnel concerné. La décision peut être soit qu'elle a décidé de ne pas prononcer de sanction disciplinaire, soit qu'elle a décidé de prononcer l'une des sanctions disciplinaires légères soit qu'elle a décidé de proposer l'une des sanctions disciplinaires lourdes. La décision est communiquée au membre du personnel concerné, au plus tard quinze jours après l'écoulement du délai de trente jours visé à l'article 38*quater* et mentionne le droit pour l'intéressé d'introduire une requête en reconsidération à l'encontre de la proposition de sanction disciplinaire lourde auprès du conseil de discipline, conformément à l'article 51*bis*.

Lorsqu'aucune requête en reconsidération n'est introduite conformément à l'article 51*bis*, l'autorité disciplinaire supérieure confirme et communique, sa décision définitive, sans pouvoir s'écarter de la proposition de sanction disciplinaire lourde, par envoi recommandé à la poste ou par notification avec accusé de réception, au membre du personnel concerné.

Dans les cas visés à l'article 24, l'autorité disciplinaire supérieure ne peut toutefois notifier sa proposition de décision qu'après avoir pris connaissance des avis visés à l'article 24, alinéas 1er et 2, ou, à défaut, au plus tôt le lendemain du délai au-delà duquel l'autorité concernée est réputée ne pas désirer formuler d'avis complémentaire.

Lorsqu'aucune décision visée à l'alinéa premier n'est prise dans le délai de quinze jours visé à l'alinéa premier, le cas échéant prolongé du délai visé à l'article 24, alinéa 3, l'autorité disciplinaire supérieure est considérée comme renonçant aux poursuites pour les faits qui étaient reprochés à l'intéressé.

Les décisions et propositions de décisions de l'autorité disciplinaire supérieure visées à l'alinéa premier sont motivées formellement. »

3° het recht voor de betrokkene om zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan overeenkomstig artikel 29;

4° de plaats waar en de termijn binnen welke het tuchtdossier mag geraadpleegd worden;

5° het recht voor betrokkene om een getuigenverhoor te vragen of stukken neer te leggen;

6° dat een verweer kan ingediend worden. »

Art. 17. In dezelfde wet wordt een artikel 38*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 38*ter*. Op zijn verzoek ontvangt het personeelslid een gratis kopie van het tuchtdossier of van de aanvullende aan het dossier toegevoegde stukken. »

Art. 18. In dezelfde wet wordt een artikel 38*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 38*quater*. Het betrokken personeelslid of zijn verdediger dient zijn verweer in binnen dertig dagen na de dag volgend op de ontvangst van het inleidend verslag. Na deze termijn wordt het personeelslid geacht geen schriftelijk verweer te willen indienen. »

Art. 19. In dezelfde wet wordt een artikel 38*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 38*quinquies*. De hogere tuchtoverheid hoort steeds, op eigen initiatief of op verzoek van het betrokken personeelslid of van zijn verdediger, de nuttige getuigenverklaringen die ze nodig acht, gelet op hun band met het dossier.

De getuigenverklaringen die verzameld worden nadat het betrokken personeelslid het tuchtdossier heeft geraadpleegd, worden hem medegedeeld. Hij beschikt over een termijn bepaald door de tuchtoverheid en die niet korter mag zijn dan vijf werkdagen, te rekenen vanaf de ontvangst van die verklaringen om, zonodig, een aanvullend verweer in te dienen. »

Art. 20. In dezelfde wet wordt een artikel 38*sexies* ingevoegd, luidende :

« Art. 38*sexies*. Op grond van het volledige dossier en van het verweer, deelt de hogere tuchtoverheid haar beslissing mede door kennisgeving aan het betrokken personeelslid tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven. De beslissing kan zijn, ofwel dat zij beslist heeft geen tuchtstraf uit te spreken, ofwel dat zij beslist heeft één van de lichte tuchtstraffen uit te spreken, ofwel dat zij beslist heeft een voorstel van één van de zware tuchtstraffen uit te spreken. De beslissing wordt aan het betrokken personeelslid medegedeeld, uiterlijk vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 38*quater* bedoelde termijn van dertig dagen en vermeldt het recht van de betrokkene om tegen het voorstel van zware tuchtstraf bij de tuchtraad overeenkomstig artikel 51*bis* een verzoek tot heroverweging in te stellen.

Wanneer geen verzoek tot heroverweging ingesteld wordt overeenkomstig artikel 51*bis*, bevestigt en deelt met een ter post aangetekend schrijven of door kennisgeving tegen een ontvangstbewijs, de hogere tuchtoverheid haar definitieve beslissing mede aan het betrokken personeelslid, zonder het voorstel tot zware tuchtstraf te kunnen wijzigen.

In de in artikel 24 bedoelde gevallen kan de hogere tuchtoverheid haar definitieve beslissing slechts mededelen na kennis genomen te hebben van de in artikel 24, eerste en tweede lid, bedoelde adviezen, of, bij ontstentenis, ten vroegste de dag na de periode waarin de betrokken overheid geacht wordt geen bijkomend advies te willen formuleren.

Wanneer geen enkele in het eerste lid bedoelde beslissing genomen wordt binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van vijftien dagen, in voorkomend geval verlengd met de termijn bedoeld in artikel 24, derde lid, wordt de hogere tuchtoverheid geacht af te zien van de vervolgingen voor de feiten die betrokkene ten laste gelegd werden.

De in het eerste lid bedoelde beslissingen en voorstellen van beslissingen van de hogere tuchtoverheid, worden formeel gemotiveerd. »

Art. 21. A l'article 39 de la même loi, il est ajouté un alinéa deux, rédigé comme suit :

« Le conseil de discipline connaît des procédures de requête en reconsidération à l'encontre des propositions de sanctions disciplinaires lourdes prononcées conformément à l'article 38*sexies*, alinéa 1er. »

Art. 22. L'article 40 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 40. Chaque chambre est composée des membres suivants :

1° un président, magistrat assis d'une cour d'appel ou d'un tribunal de première instance;

2° un assesseur, membre du personnel visé à l'article 2. L'assesseur ressortit du même cadre que celui du comparant, à savoir soit du cadre opérationnel, soit du cadre administratif et logistique. Si plusieurs comparants ressortissent de cadres différents, le président de la chambre procédera par tirage au sort à la désignation dudit cadre;

3° un assesseur, désigné par le Ministre de l'Intérieur, ni membre du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, ni membre d'un cabinet d'un ministre du gouvernement fédéral.

Le magistrat et les assesseurs ont en outre chacun un suppléant qui satisfait aux conditions respectives des membres effectifs.

Un secrétaire désigné par le Ministre de l'Intérieur assiste chaque chambre.

Si le nombre d'affaires introduites l'exige, le Roi peut, sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice, constituer des chambres supplémentaires.

Aux conditions fixées par le Roi, l'assesseur visé à l'alinéa 1er, 3°, et son suppléant bénéficient d'indemnités pour frais de séjour et de transport et ont droit à des jetons de présence dont Il détermine le montant. »

Art. 23. Dans l'article 41, alinéa 2, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Les assesseurs et leurs suppléants sont désignés » sont remplacés par les mots « L'assesseur visé à l'article 40, alinéa 1er, 2°, et son suppléant sont désignés pour un mandat de deux ans renouvelable une fois »;

2° les mots « , et par l'inspecteur général pour les membres de l'inspection générale » sont insérés après les mots « de la police locale ».

Art. 24. Dans l'article 42 de la même loi, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 25. A l'article 45 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « l'autorité disciplinaire supérieure conformément à l'article 38, alinéa 5 » sont remplacés par les mots «le membre du personnel, conformément à l'article 51*bis* »;

2° dans l'alinéa 1er, les mots « et à l'autorité disciplinaire dont la décision est attaquée » sont ajoutés après les mots « l'inspection générale »;

3° l'alinéa 2, 3°, est remplacé par la disposition suivante :

« 3° le droit pour l'intéressé de se faire représenter ou assister conformément à l'article 29; »;

4° l'alinéa 2, 6°, est remplacé par la disposition suivante :

« 6° que, sauf cas de force majeure, la procédure devant le conseil de discipline poursuivie en l'absence de l'intéressé ou de son défenseur est réputée contradictoire. »;

5° dans l'alinéa 4, les mots « ou des pièces complémentaires versées dans le dossier » sont insérés après les mots « dossier disciplinaire ».

Art. 26. Dans l'article 46, alinéa 3 de la même loi, la première phrase est remplacée par la phrase suivante :

« Sauf cas de force majeure, la procédure devant le conseil de discipline poursuivie en l'absence de l'intéressé ou de son défenseur est réputée contradictoire. »

Art. 21. In artikel 39 van dezelfde wet wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

« De tuchtraad spreekt zich uit over procedures van verzoek tot heroverweging tegen de voorstellen van zware tuchtstraffen uitgesproken overeenkomstig artikel 38*sexies*, eerste lid. »

Art. 22. Artikel 40 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 40. Elke kamer bestaat uit de volgende leden :

1° een voorzitter, zittende magistraat van een hof van beroep of van een rechtbank van eerste aanleg;

2° een bijzitter, personeelslid bedoeld in artikel 2. De bijzitter behoort tot hetzelfde kader als dat van de comparant, zijnde hetzij het operationeel kader, hetzij het administratief en logistiek kader. Wanneer meerdere comparanten tot verscheidene kaders behoren, zal de voorzitter van de kamer overgaan tot aanwijzing van het kader door loting;

3° een bijzitter aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken, noch personeelslid van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, noch lid van een kabinet van een minister van de federale regering.

De magistraat en de bijzitters hebben bovendien elk een plaatsvervanger die voldoet aan de respectievelijke voorwaarden van de werkende leden.

Een secretaris, aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken, staat elke kamer bij.

De Koning kan, op voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van de Minister van Justitie, indien het aantal ingediende zaken dit vereist, aanvullende kamers samenstellen.

Onder de voorwaarden, vastgelegd door de Koning, genieten de bijzitter bedoeld in het eerste lid, 3°, en zijn plaatsvervanger een vergoeding voor verblijfs- en vervoerskosten en hebben ze recht op presentiepenningen waarvan Hij het bedrag bepaalt. »

Art. 23. In artikel 41, tweede lid, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « De bijzitters en hun plaatsvervangers » worden vervangen door de woorden « De bijzitter bedoeld in artikel 40, eerste lid, 2°, en zijn plaatsvervanger zijn aangewezen voor een mandaat van twee jaar dat eenmaal kan worden hernieuwd »;

2° de woorden « , en door de inspecteur-generaal, wat de leden van de algemene inspectie betreft » worden ingevoegd na de woorden « de lokale politie betreft ».

Art. 24. In artikel 42 van dezelfde wet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 25. In artikel 45 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, worden de woorden « hogere tuchtoverheid, overeenkomstig artikel 38, vijfde lid » vervangen door de woorden « het personeelslid overeenkomstig artikel 51*bis* »;

2° in het eerste lid worden de woorden « en aan de tuchtoverheid waarvan de beslissing aangevochten wordt » ingevoegd tussen de woorden « inspectie » en « verstuurd »;

3° tweede lid, 3°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 3° het recht voor de betrokkene om zich te laten vertegenwoordigen of bijstaan overeenkomstig artikel 29; »;

4° tweede lid, 6°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 6° dat, behoudens gevallen van overmacht, de voor de tuchtraad gevolgde procedure, bij afwezigheid van betrokkene of zijn verdediger, wordt geacht op tegenspraak te zijn gevoerd. »;

5° in het vierde lid, worden de woorden « of de aanvullende aan het dossier toegevoegde stukken » ingevoegd na het woord « tuchtdossier ».

Art. 26. In artikel 46, derde lid van dezelfde wet, wordt de eerste zin vervangen door de volgende zin :

« Behoudens gevallen van overmacht, wordt de voor de tuchtraad gevolgde procedure, bij afwezigheid van betrokkene of zijn verdediger, geacht op tegenspraak te zijn gevoerd. »

Art. 27. L'article 49, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le conseil de discipline entend, d'initiative ou sur demande du membre du personnel concerné ou de son défenseur, les déclarations de témoins utiles qu'il estime nécessaires eu égard à leur lien avec le dossier. »

Art. 28. Un article 51*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 51*bis*. Le membre du personnel auquel une sanction disciplinaire lourde est proposée peut introduire une requête en reconsidération de cette décision, par lettre recommandée adressée au conseil de discipline, dans les dix jours suivant la notification visée à l'article 38*sexies*, alinéa 1er. Une copie est adressée à l'autorité disciplinaire supérieure par le conseil de discipline. »

Art. 29. Un article 51*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 51*ter*. La procédure de requête en reconsidération suspend l'exécution de la décision notifiée conformément à l'article 38*sexies*, alinéa 1er. »

Art. 30. A l'article 52 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, la première phrase est remplacée par les phrases suivantes : « Le conseil de discipline rend son avis à la majorité de ses membres. »;

2° dans l'alinéa 1er, seconde phrase, le mot « motivé » est inséré entre les mots « avis » et « comporte »;

3° dans l'alinéa 1er, 3°, les mots «la sanction proposée» sont remplacés par les mots « la proposition de renoncer à appliquer une sanction, la proposition d'infliger une sanction lourde ou la proposition d'infliger une sanction légère »;

4° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Le conseil de discipline peut proposer une autre qualification des faits que celle donnée dans le rapport introductif, ainsi que proposer une autre sanction que celle proposée initialement par l'autorité disciplinaire supérieure. »

Art. 31. A l'article 53 de la même loi, les mots « quinze jours » sont remplacés par les mots « trente jours ».

Art. 32. A l'article 54 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est supprimé;

2° dans l'alinéa 2, les mots «, dans les limites de l'alinéa 1er, » sont supprimés.

Art. 33. Dans l'article 55 de la même loi, les mots « ou du dossier sans avis » sont supprimés.

Art. 34. L'article 56 de la même loi, est complété par les alinéas suivants :

« Dans tous les cas, les transgressions disciplinaires susceptibles d'entraîner une sanction disciplinaire légère seront prescrites après cinq ans.

Le délai de prescription visé à l'alinéa 3 prend cours le jour de la commission pour les transgressions instantanées, le jour où cesse la situation pour les transgressions continues et le jour où s'accomplit le dernier fait qui compose la série dans le cas de la transgression constituée d'un ensemble de faits distincts mais résultant d'une seule et même intention. »

Art. 35. A l'article 57 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 2, les mots « et les sanctions visées à l'article 4, 3° et 4°, à l'issue d'une période de trois ans » sont supprimés;

2° dans l'alinéa 4, le mot « définitivement » est inséré après le mot « prononcée ».

Art. 36. Dans la même loi, il est inséré un article 57*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 57*bis*. Tout intéressé sanctionné par une peine disciplinaire lourde pourra adresser une demande en révision à l'autorité disciplinaire supérieure qui l'a sanctionné pour autant qu'il justifie d'un élément nouveau.

Tout intéressé sanctionné par une peine disciplinaire légère pourra adresser une demande en révision à l'autorité disciplinaire supérieure pour autant qu'il justifie d'un élément nouveau.

Art. 27. Artikel 49, eerste lid, van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« De tuchtraad hoort steeds, op eigen initiatief of op verzoek van het betrokken personeelslid of van zijn verdediger, de nuttige getuigenverklaringen die hij nodig acht, gelet op hun band met het dossier. »

Art. 28. Een artikel 51*bis* wordt in dezelfde wet ingevoegd, luidende :

« Art. 51*bis*. Het personeelslid aan wie een zware tuchtstraf wordt voorgesteld, kan tegen deze beslissing een verzoek tot heroverweging instellen bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de tuchtraad binnen tien dagen na de in artikel 38*sexies*, eerste lid, bedoelde kennisgeving. Een kopie wordt door de tuchtraad aan de betrokken hogere tuchtoverheid toegezonden. »

Art. 29. Een artikel 51*ter* wordt in dezelfde wet ingevoegd, luidende :

« Art. 51*ter*. De procedure van verzoek tot heroverweging schorst de uitvoering van de beslissing medegedeeld overeenkomstig artikel 38*sexies*, eerste lid. »

Art. 30. In artikel 52 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt de eerste zin vervangen door de volgende zin : « De tuchtraad verstrekt zijn advies bij meerderheid van zijn leden. »;

2° in het eerste lid, worden in de tweede zin de woorden « met redenen omkleed » ingevoegd tussen de woorden « dit » en « advies »;

3° in het eerste lid, 3°, worden de woorden « de voorgestelde straf » vervangen door de woorden « het voorstel af te zien van een straf, het voorstel om een zware straf op te leggen of het voorstel om een lichte straf op te leggen »;

4° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De tuchtraad kan hierbij een andere kwalificatie van de feiten voorstellen dan die in het inleidend verslag is opgenomen, alsook een andere straf voorstellen dan die welke oorspronkelijk door de hogere tuchtoverheid werd voorgesteld. »

Art. 31. In artikel 53 van dezelfde wet worden de woorden « vijftien dagen » vervangen door de woorden « dertig dagen ».

Art. 32. In artikel 54 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid worden de woorden « binnen de perken van het eerste lid » opgeheven.

Art. 33. In artikel 55 van dezelfde wet vervallen de woorden « of het dossier zonder advies ».

Art. 34. Artikel 56 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende leden :

« In alle gevallen zullen de tuchtvergrijpen die tot een lichte tuchtstraf kunnen leiden, na vijf jaar verjaren.

De in het derde lid bedoelde verjaringstermijn gaat in de dag van de voltooiing voor de ogenblikkelijke vergrijpen, de dag waarop de situatie ophoudt voor de voortdurende vergrijpen en de dag waarop het laatste feit dat de reeks vormt gepleegd wordt in het geval waarin het vergrijp bestaat uit een geheel van afzonderlijke feiten maar die het gevolg zijn van één en hetzelfde opzet. »

Art. 35. In artikel 57 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « en de tuchtstraffen bedoeld in artikel 4, 3° en 4°, na een termijn van drie jaar » opgeheven;

2° in het vierde lid wordt het woord « definitief » ingevoegd na het woord « tuchtstraf ».

Art. 36. In dezelfde wet wordt een artikel 57*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 57*bis*. Iedere betrokkene die bestraft wordt met een zware tuchtstraf kan tot de hogere tuchtoverheid die hem bestraft heeft een aanvraag tot herziening richten voor zover hij een nieuw element aantoont.

Iedere betrokkene die bestraft wordt met een lichte tuchtstraf kan tot de hogere tuchtoverheid een aanvraag tot herziening richten voor zover hij een nieuw element aantoont.

L'intéressé joindra à sa demande un rapport complet quant aux motivations et preuves qu'il détient pour appuyer sa demande en révision de la décision intervenue.

L'autorité disciplinaire visée à l'alinéa 1er ou 2 pourra déclarer la demande de l'intéressé irrecevable pour manque de motifs ou de preuves sans audition préalable de l'intéressé.

L'organe disciplinaire valablement saisi, estimant fondée la demande de l'intéressé, statuera après avoir entendu ou dûment convoqué l'intéressé.

La décision motivée de l'organe disciplinaire devra intervenir dans les quatre mois de la demande.

Cette décision n'est pas susceptible d'appel. L'intéressé peut réintroduire une nouvelle demande tous les six ans. »

Art. 37. Dans la même loi, il est inséré un article 57*ter*, rédigé comme suit :

« Art. 57*ter*. Toutes les pièces adressées à un membre du personnel en vertu de la présente loi, par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, sont réputées communiquées même si le membre du personnel n'en accuse pas réception, dès lors qu'elles lui ont été présentées à deux reprises. »

Art. 38. Dans l'article 59, alinéa 1er, de la même loi, les mots « déterminées par le Ministre de l'Intérieur » sont insérés entre les mots « Sans préjudice d'autres mesures d'ordre » et « qui peuvent notamment être prises ».

Art. 39. Dans l'article 60 de la même loi, il est inséré un alinéa 4 rédigé comme suit :

« Le Ministre de la Justice doit se prononcer dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande visée à l'alinéa 3. Passé ce délai, son avis est réputé favorable. »

Art. 40. Dans l'article 62 de la même loi est inséré l'alinéa 2 suivant :

« Ce dernier est convoqué par notification contre accusé de réception ou par envoi recommandé à la poste, et est réputé avoir été entendu, même s'il n'en accuse pas réception, dès lors que ladite convocation a été présentée à deux reprises. »

Art. 41. Dans l'article 65, alinéa 2, de la même loi, les mots « ou dans le grade » sont supprimés.

Art. 42. Dans la même loi, il est inséré un Chapitre VI*bis* rédigé comme suit :

« CHAPITRE VI*bis*. — Le rapport annuel et la banque de données de jurisprudence en matière disciplinaire

Art. 65*bis*. Toute décision disciplinaire doit être transmise, par l'autorité disciplinaire qui l'a rendue, au conseil de discipline.

Art. 65*ter*. Les présidents des chambres du conseil de discipline rendent compte annuellement, dans un rapport unique et approuvé collégialement, en reprenant la qualification des faits et les sanctions prononcées, aux Ministres de l'Intérieur et de la Justice.

Art. 65*quater*. Les présidents des chambres du conseil de discipline créent en collaboration avec les services relevant directement du commissaire général de la police fédérale une banque de données de jurisprudence en matière disciplinaire où sont centralisées dans le respect de l'anonymat, toutes les décisions disciplinaires prises.

Art. 65*quinquies*. La banque de données peut être consultée par les membres du conseil de discipline et, sur simple demande écrite au gestionnaire de la banque de données désigné par le conseil de discipline, par tous les membres du personnel. »

Art. 43. L'article 73 de la même loi est abrogé.

CHAPITRE III. — *Modifications de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux*

Art. 44. L'article 121 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, est complété par l'alinéa suivant :

« Lors du recrutement des fonctionnaires de police et des agents auxiliaires de police visé à l'alinéa 2, 2°, il est vérifié entre autres si le candidat est d'un comportement irréprochable. »

Betrokkene moet bij zijn aanvraag een volledig rapport voegen met de motiveringen en bewijzen die hij bezit om zijn aanvraag tot herziening van de genomen beslissing te staven.

De in het eerste of tweede lid bedoelde tuchtoverheid kan de aanvraag van betrokkene onontvankelijk verklaren wegens gebrek aan motieven of bewijzen zonder betrokkene voorafgaandelijk te horen.

Het tuchtorgaan dat op geldige wijze geadieerd wordt en dat oordeelt dat het verzoek van betrokkene gegrond is, zal een uitspraak doen na betrokkene gehoord of behoorlijk opgeroepen te hebben.

De met redenen omklede beslissing van het tuchtorgaan moet binnen vier maanden na de aanvraag genomen worden.

Tegen deze beslissing kan geen hoger beroep worden aangetekend. Betrokkene kan om de zes jaar een nieuwe aanvraag indienen. »

Art. 37. In dezelfde wet wordt een artikel 57*ter* ingevoegd, luidend :

« Art. 57*ter*. Alle aan een personeelslid krachtens deze wet gerichte stukken, door kennisgeving aan het betrokken personeelslid tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven, worden geacht medegedeeld te zijn, zelfs indien het personeelslid daar geen ontvangst van bevestigt, zodra bedoelde stukken hem tweemaal werden voorgelegd. »

Art. 38. In artikel 59, eerste lid, van dezelfde wet worden tussen de woorden « Onverminderd andere ordemaatregelen » en « die onder meer ter gelegenheid » de woorden « bepaald door de Minister van Binnenlandse Zaken » ingevoegd.

Art. 39. In artikel 60 van dezelfde wet wordt een vierde lid ingevoegd, luidende :

« De Minister van Justitie moet zich uitspreken binnen een termijn van vijftien dagen, te rekenen vanaf de ontvangst van de in het derde lid bedoelde aanvraag. Als deze termijn is verstreken, wordt zijn advies geacht gunstig te zijn. »

Art. 40. In artikel 62 van dezelfde wet wordt een tweede lid ingevoegd, luidende :

« Deze laatste wordt opgeroepen door kennisgeving tegen een ontvangstbewijs of bij een ter post aangetekend schrijven, en wordt geacht gehoord te zijn geweest zelfs indien hij daar geen ontvangst van bevestigt, zodra bedoelde oproeping hem tweemaal werd voorgelegd. »

Art. 41. In artikel 65, tweede lid van dezelfde wet worden de woorden « terugzetting in graad » opgeheven.

Art. 42. In dezelfde wet wordt een Hoofdstuk VI*bis* ingevoegd, luidende :

« HOOFDSTUK VI*bis*. — Het jaarverslag en de jurisprudentiegegevensbank inzake tucht

Art. 65*bis*. Elke tuchtbeslissing moet door de tuchtoverheid die ze heeft uitgesproken, aan de tuchtraad overgezonden worden.

Art. 65*ter*. De voorzitters van de kamers van de tuchtraad brengen jaarlijks aan de Ministers van Binnenlandse zaken en Justitie verslag uit, in een eenmalig en collegiaal goedgekeurd verslag met vermelding van de feiten en de uitgesproken straffen.

Art. 65*quater*. De voorzitters van de kamers van de tuchtraad creëren in samenwerking met de diensten die rechtstreeks afhangen van de commissaris-generaal van de federale politie een jurisprudentiegegevensbank inzake tucht waar alle genomen tuchtbeslissingen anoniem gecentraliseerd worden.

Art. 65*quinquies*. De gegevensbank kan geraadpleegd worden door de leden van de tuchtraad en, op gewoon schriftelijk verzoek gericht aan de door de tuchtraad aangestelde beheerder van de gegevensbank, door alle personeelsleden. »

Art. 43. Artikel 73 van dezelfde wet wordt opgeheven.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus*

Art. 44. Artikel 121 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Tijdens de in het tweede lid, 2°, bedoelde werving van de politieambtenaren en van de hulpagenten van politie wordt onder meer nagegaan of de kandidaat van onberispelijk gedrag is. »

Art. 45. Dans la même loi, un article 142*bis* à 142*sexies* est inséré, libellés comme suit :

« Art. 142*bis*. La formation des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police est dispensée par :

1° les écoles de police instituées par le Gouvernement fédéral en ce qui concerne :

a) la formation de base du cadre d'officiers, la formation au brevet de direction et certaines formations continuées du cadre d'officiers;

b) la formation de base du cadre de base et, au besoin, du cadre moyen;

c) les formations judiciaires fonctionnelles et certaines formations judiciaires continuées;

d) certaines formations fonctionnelles du cadre de base, du cadre moyen et du cadre d'officiers;

e) les autres formations à déterminer par le Roi;

2° les écoles de police agréées sur base des critères déterminés par le Roi, en ce qui concerne :

a) la formation de base du cadre d'auxiliaires de police;

b) la formation de base du cadre de base;

c) la formation de base du cadre moyen;

d) certaines formations fonctionnelles du cadre de base, du cadre moyen et du cadre d'officiers;

e) la formation continuée du cadre d'auxiliaires de police, du cadre de base, du cadre moyen et, au besoin, du cadre d'officiers. »

Art. 46. Dans la même loi, un article 142*ter* est inséré, libellé comme suit :

« Art. 142*ter*. Par province et pour la Région de Bruxelles-Capitale, au maximum une école de police peut être agréée.

Afin d'être agréée, une école de police doit répondre aux conditions suivantes :

1° s'engager à dispenser un ou plusieurs cycles de formation pour lesquels l'agrément est valable;

2° disposer d'infrastructures suffisantes afin de dispenser en tout ou en partie ces cycles de formation;

3° disposer de la collaboration de personnel de formation ayant une connaissance et une expérience professionnelle suffisante;

4° établir un règlement scolaire respectant le règlement général des études établi par le Ministre de l'Intérieur;

5° se soumettre au contrôle du ministre de l'Intérieur ou du service de la police fédérale qu'il désigne à cet effet;

6° associer à sa gestion des représentants des autorités locales de la province ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Roi est habilité à subsidier le fonctionnement des écoles de police agréées, visées à l'article 142*bis*, 2°, selon les modalités déterminées par Lui. »

Art. 47. Dans la même loi, un article 142*quater* est inséré, libellé comme suit :

« Art. 142*quater*. Les formations dispensées par les écoles de police comprennent :

1° les dispositions légales et réglementaires;

2° l'application de techniques de police;

3° l'application de principes tactiques policiers et de règles d'exécution;

4° l'assimilation de qualités comportementales et relationnelles adéquates.».

Art. 48. Dans la même loi, un article 142*quinquies* est inséré, libellé comme suit :

« Art. 142*quinquies*. Sans préjudice du troisième alinéa, la formation de base du cadre de base, du cadre moyen et du cadre officier comprend des activités éducatives théoriques et pratiques d'une durée minimale de neuf mois.

La formation de base du cadre d'auxiliaires de police comprend des activités éducatives théoriques et pratiques d'une durée minimale de deux mois.

Art. 45. Een artikel 142*bis* wordt in dezelfde wet ingevoegd, luidende :

« Art. 142*bis*. De opleiding van de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten wordt verstrekt door :

1° de door de Federale Overheid ingerichte politiescholen wat betreft :

a) de basisopleiding van het officierskader, de opleiding tot het directiebrevet en bepaalde voortgezette opleidingen van het officierskader;

b) de basisopleiding van het basiskader en, indien nodig, van het middenkader;

c) de functionele gerechtelijke opleidingen en bepaalde voortgezette gerechtelijke opleidingen;

d) bepaalde functionele opleidingen van het basiskader, middenkader en officierskader;

e) de andere door de Koning bepaalde opleidingen;

2° de, op grond van de door de Koning vastgestelde criteria, erkende politiescholen, wat betreft :

a) de basisopleiding van het kader van hulpagenten;

b) de basisopleiding van het basiskader;

c) de basisopleiding van het middenkader;

d) bepaalde functionele opleidingen van het basiskader, middenkader en officierskader;

e) de voortgezette opleiding van het kader van hulpagenten, basiskader, middenkader en, indien nodig, van het officierskader. »

Art. 46. In dezelfde wet, wordt een artikel 142*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 142*ter*. Per provincie of voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest kan ten hoogste één politieschool worden erkend.

Om erkend te worden moet een politieschool aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° zich ertoe verbinden één of meer opleidingscycli te verstrekken waarvoor de erkenning geldt;

2° beschikken over voldoende infrastructuur om alle of een deel van die opleidingscycli te verstrekken;

3° beschikken over de medewerking van onderwijzend personeel met voldoende professionele kennis en ervaring;

4° een schoolreglement vaststellen met naleving van het algemeen studiereglement vastgesteld door de minister van Binnenlandse Zaken;

5° zich onderwerpen aan het toezicht van de minister van Binnenlandse Zaken of de door hem aangewezen dienst van de federale politie;

6° bij haar beheer vertegenwoordigers betrekken van de lokale overheden van de provincie of van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest.

De Koning is gemachtigd om de werking van de in artikel 142*bis*, 2°, bedoelde erkende politiescholen te subsidiëren volgens de door Hem bepaalde wijze. »

Art. 47. In dezelfde wet, wordt een artikel 142*quater* ingevoegd, luidende :

« Art. 142*quater*. De door de politiescholen verstrekte opleidingen hebben betrekking op :

1° de wettelijke en reglementaire bepalingen;

2° het aanwenden van politionele technieken;

3° het toepassen van politionele tactische principes en uitvoeringsregels;

4° het zich eigen maken van adequate gedragswetenschappelijke en relationele eigenschappen. ».

Art. 48. In dezelfde wet, wordt een artikel 142*quinquies* ingevoegd, luidende :

« Art. 142*quinquies*. Onverminderd het derde lid omvat de basisopleiding van het basiskader, het middenkader en het officierskader theoretische en praktische opleidingsactiviteiten met een duurtijd van ten minste 9 maanden.

De basisopleiding van het kader van hulpagenten omvat theoretische en praktische opleidingsactiviteiten met een duurtijd van ten minste 2 maanden.

Le Roi octroie, le cas échéant, certaines dispenses aux membres du personnel qui participent à la formation de base dans le cadre d'une promotion par accession à un cadre supérieur. »

Art. 49. Dans la même loi, un article 142*sexies* est inséré, libellé comme suit :

« Art. 142*sexies*. La formation de base est clôturée par un examen final. Les aspirants qui réussissent cet examen et sont considérés comme aptes par le jury obtiennent un diplôme délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur.

Le diplôme de la formation de base du cadre de base est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2 dans les Administrations fédérales.

Le diplôme de la formation de base du cadre moyen est équivalent aux diplômes pris en considération pour le recrutement aux emplois de niveau 2+ dans les Administrations fédérales.

Le diplôme de la formation de base du cadre d'officiers est équivalent aux diplômes pris en considération pour le rectrument aux emplois de niveau 1 dans les Administrations fédérales.

Les étudiants qui ont suivi avec fruit un cycle de formation continuée obtiennent un brevet délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur.

Les étudiants qui réussissent un cycle de formation fonctionnelle obtiennent un brevet délivré par l'école de police concernée et homologué par le Ministre de l'Intérieur. »

CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

Art. 50. La présente loi entre en vigueur le 1er avril 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Ponza, le 31 mai 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) *Session 2000-2001*.

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 50-1173/1. — Amendements, n° 50-1173/2 — Rapport, n° 50-1173/3. — Texte adopté par la commission, n° 50-1173/4. — Amendement, n° 50-1173/5. — Avis du Conseil d'Etat, n° 50-1173/6. — Amendements, nos 50-1173/7 en 8. — Rapport, n° 50-1173/9. — Texte adopté par la commission, n° 50-1173/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat n° 50-1173/11.

Annales parlementaires. — Compte rendu intégral : 29 mars et 26 avril 2001.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 2-729/1. — Amendements, 2-729/2. — Rapport, 2-729/3. — Amendements, 2-729/4. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 2-729/5.

Annales parlementaires. 10 mai 2001.

De Koning verleent, in voorkomend geval, bepaalde vrijstellingen aan de personeelsleden die deelnemen aan de basisopleiding in het raam van een bevordering door overgang naar een hoger kader. »

Art. 49. In dezelfde wet, wordt een artikel 142*sexies* ingevoegd, luidende :

« Art. 142*sexies*. De basisopleiding wordt afgesloten met een eindexamen. De aspiranten die slagen voor dit eindexamen en geschikt worden bevonden door de jury behalen een diploma, uitgereikt door de betrokken politieschool en gehomologeerd door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Het diploma voor de basisopleiding van het basiskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2 bij de federale rijksbesturen.

Het diploma voor de basisopleiding van het middenkader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 2+ bij de federale rijksbesturen.

Het diploma voor de basisopleiding van het officierskader is evenwaardig met de diploma's welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 bij de federale rijksbesturen.

De cursisten die met goed gevolg een cyclus van voortgezette opleiding hebben gevolgd behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politieschool en gehomologeerd door de Minister van Binnenlandse Zaken.

De cursisten die slagen voor een cyclus van functionele opleiding behalen een brevet, uitgereikt door de betrokken politieschool en gehomologeerd door de minister van Binnenlandse Zaken. »

HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

Art. 50. Deze wet treedt in werking op 1 april 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Ponza, 31 mei 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Zitting 2000-2001*.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 50-1173/1. — Amendementen, nr. 50-1173/2. — Verslag, nr. 50-1173/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-1173/4. — Amendement, nr. 50-1173/5. — Advies van de Raad van State, nr. 50-1173/6. — Amendementen, nrs. 50-1173/7 en 8. — Verslag, nr. 50-1173/9. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-1173/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-1173/11.

Parlementaire Handelingen. — Integraal verslag : 29 maart en 26 april 2001.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 2-729/1. — Amendementen, 2-729/2. — Verslag, 2,729/3. — Amendementen, 2-729/4. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 2-729/5.

Parlementaire Handelingen 10 mei 2001.